



**Les Amis
de la Terre**



À l'attention de :

Alexandre Brailowsky
Directeur de la Responsabilité Sociétale GDFSUEZ

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre réponse suite à la nomination de GDF Suez¹ aux Prix Pinocchio 2014 et vous en remercions. En effet, un des objectifs de ces prix est de faire réagir les entreprises et d'ouvrir le débat autour des enjeux soulevés tels que les « obligations vertes » (Green bonds) ici. Suite à ce courrier, nous vous adressons à notre tour les précisions suivantes et espérons qu'elles servent à faire évoluer votre approche et vos pratiques.

GDF Suez considère son émission d'une obligation verte - « Green Bond » - en mai 2014 comme une preuve de son engagement à lutter contre les changements climatiques et à contribuer à la transition énergétique.

Avant de revenir sur les enjeux et risques soulevés par l'utilisation des fonds collectés par cette émission, il nous faut tout d'abord rappeler que si la lutte contre les changements climatiques nécessite certes des financements additionnels dans les énergies renouvelables ou les projets d'efficacité énergétique, elle ne peut être effective sans une réduction des financements dans les énergies fossiles.

D'après le GIEC, plus de deux tiers des réserves en énergies fossiles connues doivent rester dans le sol pour avoir une chance de maintenir une hausse de la température en dessous du seuil de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels². L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a déclaré que, pour avoir 50% de chances de rester en dessous des 2°C, seules des infrastructures zéro-carbone devraient être construites après 2017 étant donné que 80% de notre budget carbone disponible entre 2010 et 2035 était déjà enfermé dans les infrastructures, industries et centrales existantes³. Le GIEC a aussi recensé des études qui montrent que, toujours pour limiter la hausse de la température à 2°C au-dessus des niveaux pré-industriels, les investissements annuels dans les énergies fossiles conventionnelles devraient, sur les deux décennies (2010-2029), être réduits de 30 milliards de dollars⁴.

Nous condamnons le fait que GDF Suez communique largement sur ces projets de financements dans les énergies soi-disant propres et non également sur ces activités actuelles dans les énergies sales. De plus, la poursuite du développement de projets dans les énergies fossiles, comme par exemple le projet d'une centrale de lignite en Afrique du Sud, ou encore les investissements de GDF Suez dans les gaz de schiste dans différents pays, annule les effets positifs que peuvent avoir des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Si GDF Suez était réellement soucieux de contribuer à la transition énergétique, votre entreprise mettrait un terme à ses investissements dans les énergies fossiles. En l'état actuel de vos projets et de leur mix énergétique, l'émission verte de mai 2014 apparaît moins comme l'outil mis en place par GDF Suez pour lutter contre les changements climatiques que comme une opportunité de lever des financements à des termes plus avantageux.

1 Il s'agit bien d'une nomination effective et non d'une « pré-nomination éventuelle » : la nomination indique que GDF Suez est en lice pour les Prix Pinocchio 2014, les trois entreprises lauréates seront désignées par le vote des internautes. Les résultats seront annoncés le 18 novembre 2014.

2 Seuil qui sert de base de référence aux négociations internationales sur le climat mais qui est contesté par un certain nombre de pays, comme les pays les moins avancés ou les petits États insulaires, qui appellent eux à un objectif de 1,5°C.

3 A moins que certaines des ces infrastructures soient démantelées avant la fin de leur durée de vie, ce qui est très improbable

4 <http://mitigation2014.org/>

Le second point que nous aimerions aborder est la sélection des projets qui pourraient être financés à partir des fonds permis par l'émission verte.

Le fait que le barrage de Jirau est présenté comme le type de projet qui pourrait bénéficier des financements de l'émission verte renforce nos inquiétudes quant à l'utilisation des financements levés. Avant même d'être complètement opérationnels, ce barrage est déjà connu et contesté pour ses importants impacts environnementaux et sociaux - inondations meurtrières, exploitation des travailleurs, déplacement des populations indigènes – comme nous vous en alertions en 2010 et 2012⁵ et encore dernièrement dans un courrier du 23 septembre 2014⁶ -. Le fait que le projet soit comptabilisé dans les Mécanismes de développement propre n'est en rien un gage de sa soutenabilité. Contestés depuis leur création, les effets pervers de ces mécanismes sont bien documentés, notamment en ce qui concerne leur utilisation pour financer des projets de grands barrages⁷.

Au-delà de Jirau, ce sont tous les grands barrages qui devraient être exclus de la liste de projets pouvant bénéficier des financements de l'émission verte. En effet, les grands barrages n'ont rien d'une énergie renouvelable. Sans revenir sur les « douze raisons d'exclure les grands barrages des initiatives sur les énergies renouvelables » - que vous retrouverez dans la note du même nom des Amis de la Terre⁸ - citons au moins le fait que les grands barrages sont responsables d'au moins 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, notamment en raison de la décomposition des matières organiques contenues dans les terres submergées par les barrages.

Enfin, GDF Suez mentionne Vigéo comme gage de la qualité des procédures suivies. Pourtant, Vigéo ne va qu'accompagner votre entreprise dans la définition des critères sociaux et environnementaux extra-financiers qui seront ensuite retenus pour la sélection des projets, et conseiller GDF Suez sur la manière de gérer ces projets. Comme le document accompagnant votre réaction à votre nomination aux Prix Pinocchio l'atteste, seul GDF Suez est responsable pour s'assurer que les projets qui bénéficient des financements tirés des émissions vertes remplissent les objectifs définis en amont avec l'aide Vigéo. Vigéo n'a donc que le rôle de consultant. De plus, Vigéo valide la démarche principalement sur l'analyse de la performance extra financière de l'émetteur, ici GDF Suez. Or, pour cela, Vigéo base l'essentiel de son analyse sur les documents qui lui seront remis par votre entreprise elle-même. En 2010, dans le rapport « Investissement Socialement Responsable : l'heure du tri », Les Amis de la Terre avaient d'ailleurs déjà émis un certain nombre de critiques concernant le travail de Vigéo, qui ne mène aucune enquête propre ni vérifie ses informations⁹.

Ces remarques font écho à celles dont nous vous avons fait part dans notre dernier courrier, ainsi que dans le courrier déjà adressé à GDF Suez par Banktrack¹⁰, réseau international dont Les Amis de la Terre France sont membres.

Cordialement,

Florent Compain
Président
Les Amis de la Terre France

Christian Poirier
Directeur de plaidoyer Brésil-Europe
Amazon Watch

5 Nominations de GDF Suez aux Prix Pinocchio 2010 (http://prix-pinocchio.org/laureat-2010.php?id_rubrique=7) et campagne des Amis de la Terre *A qui profitent vraiment les grands barrages ?* en 2012 (<http://www.amisdelaterre.org/grandsbarrages.html>)

6 Lettre d'Amazon Watch, de l'Observatoire des Multinationales, des Amis de la Terre France et de leurs partenaires, adressée à GDF Suez le 23 septembre 2014 : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/green_bonds_gdf_suez.pdf

7 Voir notamment le site d'International Rivers : <http://www.internationalrivers.org/resources/clean-development-mechanism-dump-it-don-t-expand-it-7419>

8 Vous retrouverez ces douze raisons ainsi qu'un dossier complet sur les impacts négatifs des grands barrages sur le site des Amis de la Terre : <http://www.amisdelaterre.org/grandsbarrages.html>

9 Voir le rapport des Amis de la Terre Investissement Socialement Responsable, l'heure du tri, septembre 2010 : <http://www.amisdelaterre.org/Investissement-socialement.html>

10 http://www.banktrack.org/download/159d532/140409_banktrack_letter_to_green_bonds_principles_banks_0.pdf